Zeitschrift: La Croix-Rouge suisse
Herausgeber: La Croix-Rouge suisse
Band: 84 (1975)
Heft: 2

Artikel: Le monde des autres
Autor: Do Nanh Trung
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-683271

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le monde des autres

«Journée Mondiale d'Information sur le Développement» (octobre 74) célébrée par l'ONU, réunion de la FAO à Rome (novembre 74), Conférence de la Population à Bucarest... Autant de formes autour d'un dénominateur commun, le Tiers Monde. Autant de formes, mais surtout, de discours, de chiffres, de thèses qui égareraient même un observateur chevronné... Les problèmes sont-ils aussi nombreux que ces instances solennelles le laissent entrevoir?

Et pourtant, ne dit-on pas qu'un problème bien posé est déjà à moitié résolu?

Même avec les nouveaux venus à la prospérité, les émirats, rien n'a changé. Dans la détention de la richesse, les pays industrialisés ne subissent qu'un ralentissement de leur vitesse de croisière, tandis que les pays de l'or noir ne se sont pas pour autant industrialisés.

Restent les autres pays, où ces réajustements ont accentué les contrastes, renforcé le processus de la misère... Mais d'où vient la pauvreté? Et la richesse?

Le sous-développement, une phase du développement

Walt Rostow, éminent économiste, conseiller du président Kennedy, démontrait que la croissance économique suivait un processus bien défini: le sous-développement étant le point de départ, vient le temps du «take off» (décollage), puis finalement le moment où les pays du Tiers Monde sortent de la zone de pauvreté. Cette thèse partait d'une constatation historique: la localisation de la révolution industrielle en Europe et aux Etats-Unis. Selon Rostow, la richesse n'est pas une exclusivité détenue par certaines nations; elle ne représente rien de moins que l'aboutissement d'une évolution, processus quasi inéluctable de l'évolution des sociétés, si celles-ci se conforment à certaines exigences de la science économique.

De ce schéma, deux idées sont retenues: l'industrie moteur de la richesse, et puis l'aide extérieure en faveur des PUD[1], facteur d'accélération de la croissance.

Disons-le tout de suite, Rostow pèche par une profonde méconnaissance de la réalité.

Le sous-développement, un produit du développement

Selon l'économiste Celso Furtado: «Le phénomène du sous-développement n'est pas une phase dans le processus du développement, comme le veut l'école de Rostow, mais une déformation provoquée par des réactions particulières survenues entre pays dominants et pays dépendants, à partir de la révolution industrielle». En effet, dans ce jeu de dominant à dominé, la richesse de l'Occident est bâtie sur un appauvrissement constant des autres pays.

La crise de l'énergie, du pétrole plus exactement, constituait le premier exemple de ces échanges inégalitaires. La question de la main-d'œuvre vient aussi à l'esprit.

Le système de l'Europe occidentale est parvenu à supprimer pratiquement le chômage. Mais la main-d'œuvre de l'Europe occidentale comprend aussi la Méditerranée, et ses voisins de l'Est. A l'exemple du modèle américain où la main-d'œuvre de couleur est largement sous-payée, la priorité du plein emploi est sauvegardée, car à tout accident de la conjoncture, les modifications prises ne concernent que ces catégories d'exclus: un îlot de prospérité dans un océan de misère... Le Japon dans le Sud-Est asiatique donnerait l'illustration de phénomènes analogues. Et la liste est longue.

Le sous-développement entretenu par l'ampleur de ces pratiques inégalitaires, qui en a conscience? Que ressent l'opinion? Que les riches sont trop riches? Non! Ce sont les pauvres qui sont trop nombreux! Et voilà la division du monde lors de la Conférence Mondiale de la population à Bucarest.

[1] pays en voie de développement

Les nouvelles dimensions

Dans un jeu de dominant à dominé, le sacro-saint libéralisme est un leurre. Le Tiers Monde observe avec circonspection l'aggravation de sa dépendance provoquée par les échanges internationaux qui ne procurent pas, en retour, les espoirs escomptés.

L'aide en faveur du Tiers Monde, dont on fait grand cas, est dérisoire malgré un niveau pratiquement insignifiant de l'effort attendu et venant des nations industrielles. Selon Mac Namara, «le montant de l'aide supplémentaire ne représente que 2 % environ de l'accroissement du revenu réel auquel les pays riches peuvent s'attendre et permettrait à des centaines de millions d'êtres humains au niveau de pauvreté absolue de ne pas connaître la déchéance la plus abjecte». En plus, cette aide entraîne des effets d'asservissement (aide liée, «know how» importé, experts étrangers...) et constitue un frein dans le plein sens du terme.

La croissance à «l'occidentale» a perdu de son auréole: remise en cause par un rééquilibrage des forces négatives à la mesure de sa pollution. Comment rectifier le tir? Quand la bombe du rapport du MIT «Halte à la croissance» a éclaté, l'éventualité du niveau de la richesse à l'occidentale est à jamais écartée...

Vous êtes pauvres et vous ne serez jamais riches...

L'étude du MIT (éditions Fayard) sur les limites de la croissance offre un exemple nouveau: on dispose pour la 1ère fois, en effet, d'une analyse de l'économie mondiale dans son ensemble. Jusqu'alors, le schéma consistait à étudier un sous-groupe déterminé face à un environnement sans limite. L'originalité à certains égards fondamentale de la présente étude est de présenter à l'échelle planétaire la réalité d'un monde fini et limité.

Cette réalité qui s'impose à l'égard du groupement humain dévoreur de ressources

naturelles *non renouvelables* indique, d'un autre côté, une échéance à la vie humaine sur la terre. Bien des optimistes expriment une réprobation devant cet aspect apocalyptique en faisant appel au «dieu» progrès technique. «La science prolonge la vie, messieurs, mais n'est pas un remède contre la mort» (un professeur d'université). Autrement dit, l'hypothèse du progrès technique ne s'orienterait que vers l'économie de biens rares et non plus vers l'accélération de consommation de bien finaux: l'échéance est tout juste reculée, retardée... Le rapport du MIT intéresse au premier chef les pays industrialisés en dévoilant ce gaspillage effréné, engendré par leur consommation; mais il dévoile aussi par rapport au Tiers Monde une autre vérité quand il conclut à une impossibilité, à moins de l'éclatement du système mondial, d'un relèvement généralisé à toutes les populations du niveau actuel de la richesse dans les pays industrialisés: la ponction sur les ressources non renouvelables et le degré de pollution seront si élevés (ou alternativement le coût de l'antipollution sera si élevé) que le système planétaire tendra inexorablement vers un collapsus.

Cette évidence n'est plus à écarter pour les PUD, car elle laisse clairement entrevoir que le but que ces pays se sont fixé (en déployant des politiques de développement pour atteindre le niveau de richesse de l'Occident), est tout simplement une impossibilité. Alors, des changements ne pourront-ils pas se produire et mettre en marche des forces qui favoriseraient une répartition plus égalitaire des fruits du développement économique mondial qui, dans l'optique de ce monde limité, impliquerait une réduction de la consommation des minorités privilégiées? On peut répondre d'emblée que cette perspective ne répond aucunement à l'état actuel des relations internationales basées sur «l'égoïsme sacré» des nations. Mais là se pose la question: la finalité entretenue, atteindre le confort de l'Occident, continuera-t-elle à l'être par ses propres victimes elles-mêmes?

La nouvelle «échelle des richesses»

Le PNB par tête reste, malgré toutes les simplifications qu'il suppose, le seul fait quantifiable qui donne la mesure globale de la pauvreté ou de la richesse. Dans l'ensemble, on s'accorde qu'au-delà de 1000 dollars par tête, on quitte le Tiers Monde. Aussi peut-on mettre dans la catégorie des «nantis»: URSS, Argentine, Hong-Kong (1 à 2 mille dollars par tête).

Cette échelle des richesses malgré son utilité appelle bien des précisions:
- pour les pays de l'OPEP peu peuplés (les Emirats du Golfe persique), ce classement équivaudrait à les placer en tête du peloton mondial: rang bien illusoire, car il ne correspond aucunement au stade de développement que connaissent les pays occidentaux;
- le revenu par tête, qui est une moyenne, masque les disparités sociales (dues à l'éventail des revenus: Hong-Kong, Brésil...), le degré d'alphabétisation, etc...

Pierre Moussa a brossé une récente classification, plus rigide dans la réalité des situations, en différenciant:
- «les nations opulentes», celles des pays de l'OPEP à faible densité démographique. Cet ensemble ne concerne qu'un îlot de 25 millions d'hommes: Lybie, Venezuela, Arabie Séoudite, les Emirats du Golfe persique;
- «les nations émergentes» qui concernent 1,4 milliard (la moitié de l'ex-Tiers Monde) qui ont réussi un décollage tenant à des raisons diverses: commerce et tourisme pour Hong-Kong, Singapour, Liban; pétrole pour l'Iran, l'Algérie; autres facteurs, Brésil, Mexique,etc...
- «les nations prolétaires» qui présentent les tares les plus accusées du sous-développement et s'étendent sur une bande horizontale partant du Sahel africain et passant par le sous-continent indien: démographie, sous-alimentation, insalubrité, etc...

To be and not to be...

Comment ces pays essaient-ils de se sortir du tourbillon économique d'aujourd'hui? Rien de tel, pour mieux l'éclairer, que d'apprécier les réalités: comment peut-on être brésilien? Comment peut-on être chinois? Ces deux modèles extrêmes de croissance ne sont-ils pas une promesse?
Si un pays dispose d'une certaine quantité et qualité de travail et de capital, sous certaines conditions données, quelle serait la meilleure combinaison afin d'assurer son développement? Le fond du problème donc, se résout à une attribution optimale des ressources disponibles. Des deux facteurs, capital et travail, la primauté qui sera accordée à l'un ou à l'autre décidera du modèle de croissance: tout devient un problème de choix.

Les «forceurs du destin»

La révolution de 1917 en Russie porte cette volonté de rompre les cercles vicieux du sous-développement. Leur option est basée sur l'idée que le capital, ou autrement dit son expression sous la forme d'investissement dans l'industrie lourde, dans les grandes unités de production, possède en soi des effets multiplicateurs ou d'induction sur le reste de l'économie. Cette structure de production à fort coefficient de capital (ou capitalistique) jouerait le rôle d'amorce dans la grande explosion du développement économique.
Ce fut la mystique de l'industrie industrialisante accompagnée par ses grandes unités de production se propageant à l'aide de grands réseaux d'infrastructure.
Le recours au facteur capital suppose un appel massif au capital: en termes concrets pour un pays, cela signifie un très fort taux

d'épargne, plus, si cela est possible, des devises étrangères.
Lénine disait: «les soviets plus l'électricité» et la croissance soviétique sans recours à l'extérieur s'appuyait sur une véritable «confiscation des salaires»: cette partie des revenus réels, c'est-à-dire effectivement produits et non consommés, constituait l'épargne source de nouveaux investissements. Cette épargne forcée, prélevée par l'Etat, avait pour résultat le sacrifice d'une ou de deux générations qui se contentaient d'un minimum vital.

La «voie brésilienne»

Or dans un régime libéral (juridiquement), l'option pour une production capitalistique, la volonté du Gouvernement brésilien de réaliser un taux de croissance de l'ordre de 12 %, provoquent une dynamique de base différente.
L'appel au facteur capital amène une politique qui favorise les capitaux et renforce, par voie de conséquence, le rôle du détenteur des capitaux: voilà une première explication à la disparité des revenus au Brésil. La deuxième raison à la disparité des revenus ressort des propos de M. Delfim Netto, ministre brésilien des finances. Selon ce dernier, l'inégalité des revenus est un mal nécessaire de la croissance économique: ainsi une répartition égalitaire des revenus amènerait un relèvement du niveau de la consommation qui serait préjudiciable à l'exigence du dégagement d'un fort taux d'épargne nécessaire à la croissance économique. C'est une loi de l'économie libérale, et il disait: «s'il était en mesure de modifier en une seule année la répartition des revenus sans provoquer une récession importante, aucun gouvernement ne s'y refuserait». En vue du maintien d'un fort taux de croissance, le Brésil a obéi aux mêmes contraintes que la Russie soviétique:
– à l'intérieur, par la réalisation d'une épargne forcée de l'ordre de 20 % du PNB, réalisée par une réelle confiscation des salaires, avec cette différence fondamentale que, dans le cas d'un régime capitaliste, cette volonté délibérée conduit à une disparité exceptionnelle des revenus. Quelque 5 %, un groupuscule privilégié, bénéficie d'un tiers du revenu national, et la part des 40 % des plus défavorisés de la population brésilienne dans le revenu national n'est que de 8 à 10 % («The Economist», 2 septembre 1972);
– à l'extérieur, ce qui n'était pas le cas de la Russie, c'est le besoin en capitaux, en devises étrangères qui amène le Brésil à s'intégrer au marché mondial. Une structure capitalistique de la production, l'appel à la technologie étrangère sont des coûts que ce pays cherche à financer par une exportation de produits nationaux (élaborés et matières premières). Les exportations sources de devises sont une préoccupation majeure des PUD.

La «voie chinoise»

A l'opposé, la Chine dégage une expérience nouvelle. Un pays aux dimensions immenses, doté d'une conscience collective et d'un passé prestigieux, font que ses dirigeants ont ce réflexe de ne compter que «sur leurs propres forces».
Wassily Leontieff, Prix Nobel d'économie, revenant de Chine, déclarait: «la hiérarchie des priorités habituellement adoptée dans les PUD, socialistes ou non, est ici renversée. En Chine, l'agriculture vient en tête, puis l'industrie légère, enfin l'industrie lourde» («L'Expansion», numéro de janvier 1973).
«Compter sur ses propres forces», c'est avant tout faire le bilan de ses disponibilités. Pour un pays pauvre, l'agriculture étant l'activité de base, elle deviendra la base du développement.
L'agriculture répond donc aux besoins de l'alimentation; à partir d'une ration minimale, le planificateur combinera les moyens existants sans recours à la science occidentale. Cette pratique satisfait le problème de l'emploi, elle ne fera pas appel au capital, mais au travail; elle enraie aussi le problème de l'exode rural en établissant un équilibre régional sans le cortège des bidonvilles. Le développement de l'agriculture élèvera le revenu des masses. La production agricole fournira les matières premières à l'industrie du bois, du textile, de l'alimentation. Compter sur ses propres forces permettra l'exploitation maximale du potentiel existant, alors que le recours à l'étranger provoque souvent un effet inhibiteur.
L'agriculture amène des objectifs d'industrialisation, en besoins d'engrais et de mécanisation. On voit que des industries chimiques, mécaniques, de matériaux sont nécessaires... Mais le développement d'une industrie est lié à celui de l'agriculture, au lieu d'être autonome. Le parallélisme, intimement lié, combine à la fois l'avantage d'une utilisation maximale des ressources du pays en évitant les productions inutiles donc négatives. «Si l'agriculture est la base du développement, l'industrie en est le levier.» A chaque accroissement des revenus correspond un accroissement relatif des investissements dans l'industrie, qui permet à son tour une productivité accrue dans l'agriculture et ainsi de suite.
Autre originalité, le relèvement du niveau de consommation a le pas sur les investissements lourds: cette politique marque une préférence pour le présent par rapport au futur, comme le remarque Leontieff. Il n'y aura pas de générations sacrifiées. La croissance économique n'est pas pour autant délaissée. D'après Leontieff, selon certaines estimations, le taux de croissance économique chinois serait de l'ordre de 6 % par an d'une part; et de l'autre, l'investissement est entretenu par le budget central, les profits des entreprises industrielles, mais aussi par l'épargne individuelle (ouvriers et paysans mettent à la caisse d'épargne le 10 % de leurs revenus).

La mesure des contraintes internationales

Il est évident qu'entre ces deux modèles extrêmes de croissance, la gamme est très étendue. Pour le Tiers Monde, en quête d'un devenir, les contraintes s'imposent d'une façon presque uniforme, du moins en qualité.

Ainsi, la question des devises qui peut amener la nécessité des exportations dans le marché mondial: est-elle une raison suffisante pour être nécessaire? Nous ne le pensons pas, et ceci quel que soit le produit exporté.

- Les produits élaborés ne soutiennent pas la concurrence des nations industrielles. Le cadre des «préférences généralisées» est très séduisant, mais très limité dans la pratique et toujours susceptible d'être remis en cause.
- La demande des matières premières (à l'exception du pétrole) et des denrées tropicales est stationnaire d'une part, et de l'autre les pays industriels peuvent fabriquer des produits de substitution synthétiques (caoutchouc, textiles). Une deuxième raison tient au fait que les prix des matières premières (à l'exception du pétrole) dépendent toujours des places financières comme Londres, New York et Francfort, et échappent ainsi aux PUD, ce qui est à notre avis fondamental.
- Quant à l'effet d'amorce que joueraient les activités exportatrices sur l'ensemble de l'économie, on peut émettre des doutes: la production destinée à l'exportation ne concernant généralement qu'une petite fraction de la population active (5 à 7 %), on percevrait mal l'effet d'entraînement de cette frange négligeable sur le reste des activités.

Les diverses constatations se confirment dans «l'Estudio Economica de America Latina» (1968) de la Commission Economique de l'ONU pour l'Amérique du Sud (ou CEPAL): la balance commerciale (exportations moins importations) entre 1946 et 1968 présente un excédent de 26 664 millions de dollars US, alors qu'au titre du paiement des intérêts des capitaux étrangers (28 462$) et des prêts (14 904$, dont les PUD sont d'une dépendance totale), «l'excédent commercial n'a donc pas suffi à couvrir les revenus du capital étranger».

Les contraintes découlant des choix

Il est évident que chacun des deux cas que nous avons mentionnés possède ses contraintes ou «servitudes» propres.

La réduction de l'égalitarisme chinois suppose certaines conditions fondamentales:

- il est fortement entretenu par une propagande politique qui entretient la solidarité dans les masses en s'opposant aux primes individuelles. Ce phénomène répond à une éthique sociale et un auteur a fait remarquer qu'en Occident, les mêmes effets se retrouvent avec la publicité omniprésente quant au degré de la «persuasion»;
- c'est un régime socialiste, ce qui peut paraître comme une évidence; expérience qui répond cependant à des circonstances historiques spécifiques.

La réussite toute relative du «modèle» brésilien exige aussi un certain prix:

- le choix de l'industrialisme impose le sacrifice d'une ou de deux (on ne sait pas exactement) générations. Il y a une préférence pour le futur marquée par l'existence d'une minorité privilégiée qui profite du présent.
- Furtado («l'Amérique latine», *Sirey* 1970) rend compte de la différence de qualité existant entre le capitalisme central et dominant, en l'occurrence les nations industrielles, et le capitalisme périphérique et dominé, celui des PUD qui se calque sur l'«american way of life»: tandis que le premier se fonde sur la consommation de masse, le deuxième le calque par une imitation de la technologie et sur la concentration du revenu accaparée par l'explosion démographique. Et à «The Economist» (2 sept. 72) de prendre le contrepied, en disant: «pour être équitable, il faut se rappeler que la même disparité des revenus existait aux Etats-Unis vers la fin des années vingt. Et l'éventail des revenus était-il plus équitable en Grande-Bretagne durant la révolution industrielle?»

Le monde des autres

Les sympathies créées sont inévitables pour un certain «modèle», celles-ci restent toutefois sans grande valeur quand elles ne s'appuient pas sur des contraintes objectives qui s'imposent au Tiers Monde. La culture, la tradition, l'histoire d'un pays comptent beaucoup; elles comptent tout autant que les réserves de ressources que peut receler ce pays.

La Chine et le Brésil suscitent beaucoup d'espoirs, ce qui n'est pas le cas des «autres», ceux qui n'ont pas encore une identité, prélude au tracement d'une voie spécifique. On dit que la marche de l'histoire humaine s'est considérablement accélérée dans la période contemporaine. Vers quoi? Personne ne le sait au juste. Plus cette vitesse grandit, plus la perception de l'avenir doit être profonde pour un éventuel guidage ou orientation. Dès lors, il faudra inclure les «autres», car ils nous rappellent que la misère n'arrive jamais seule.

DO NANH TRUNG